



Africa Initiative Programme

**ITURI UPDATE**

**AUGUST 2006**

---

Si vous avez des questions ou des commentaires, contactez nous DLCKivu@lycos.com, au bureau de l'AIP à Bunia, Quartier Lumumba, Boulevard de la Libération N°53 derrière la Tribune Municipale, Tel : +243810078446, +254722472016

## **INTRODUCTION**

Le District de l'Ituri est resté dans une période d'accalmie et de sécurité dans le mois d'août. Aucun affrontement des miliciens contre les éléments des FARDC n'a été enregistré. Cela est dû à l'application des accords de cessez-le-feu signés entre les groupes armés des Commandants Peter KARIM, Mathieu NGUDJOLO et Colonel COBRA MATATA et le Gouvernement de la Transition de la RDC le dernier mois de juillet. Toutefois, plusieurs situations politiques, sociales et humanitaires ont marqué les derniers événements en RDC en général et en Ituri en particulier notamment la proclamation des résultats des élections présidentielle et législatives par la Commission Electorale Indépendante, le processus des négociations entre le Gouvernement de la RDC et les groupes armés basés en Ituri, les assistances humanitaires aux déplacés de la Collectivité des Walendu-Bindi, le programme de la CONADER et diverses manifestations publiques et privées.

## **INDICATEURS DE CONFLIT**

### **a) Le processus électoral en Ituri**

Comme dans tous les pays du monde, les élections constituent aussi des facteurs pouvant favoriser le conflit.

En RDC, en date du 30 juillet 2006, la majorité des citoyens et citoyennes congolais ayant la qualité d'électeurs sont allés aux urnes pour se choisir leur Président de la République et leurs députés nationaux sur toute l'étendue du territoire national en général et en Ituri en particulier. Dans le cadre de l'Ituri, aucun incident majeur n'a été enregistré lors des opérations des campagnes et de vote, sauf, un constat amer a été fait de la non participation aux élections des déplacés de guerre de la Collectivité des Walendu-Bindi installés à Komanda et à Bunia faute des moyens financiers ou des distances les séparant à leurs centres d'enrôlement. Il fallait attendre la date du 20 août pour la proclamation provisoire des résultats des élections présidentielle et législatives par la CEI pour permettre à la Cour Suprême de Justice de recevoir les recours des candidats ayant constaté les irrégularités lors des opérations de vote.

Notons que les candidats députés nationaux des circonscriptions de l'Ituri et leur population ont manifesté une attitude trop civique, pacifique et légale pendant les opérations de campagnes et de vote et même à l'occasion de la proclamation provisoire des résultats des élections présidentielle et législatives en date du 20 août 2006 à minuit. Aucun incident majeur n'a été enregistré jusqu'à ce jour malgré les échecs d'autres candidats députés nationaux influents dans la contrée de l'Ituri. Soulignons que, dans les deux Territoires problématiques (Djugu et Irumu) où la division ethnique bat le record, sur 13 sièges prévus, la Communauté Lendu récupère 5 sièges et la Communauté Hema obtient aussi 5 sièges. En bref, les électeurs du District de l'Ituri attendent seulement aller aux urnes pour le deuxième tour des élections présidentielle et provinciales en date du 29 octobre 2006.

En effet, **selon le Journal « les coulisses » N°166 spéciales élections 2006, page 10**, les élections en RDC ont été une vraie sanction populaire. Pour une fois, les populations congolaises ont sanctionné de l'est à l'ouest, du nord au sud. Au niveau de la cité de Bunia plus particulièrement dans le quartier de Mudjipela, quatre Candidats présidentiels se présentent selon l'ordre du plus fort reste dont Messieurs Azarias Ruberwa (3077 voix), Joseph KABILA (1538 voix), Jean Pierre BEMBA (68 voix) et Pay Pay (27).

Sur plan social, une lecture explicative se manifeste :

- a. Le quartier Mudjipela, habité par les Hema, est majoritairement représenté par les leaders de l'Union des Patriotes Congolais de Thomas LUBANGA et allié naturel au RCD/Goma à travers la formation des milices par les Rwandais ;
- b. Le RCD/Goma et l'UPC ont toujours condamné ce qu'ils appellent «le soutien du gouvernement de Kinshasa aux groupes armés opérant à l'Est» ;
- c. L'arrestation de Thomas Lubanga a été perçue comme une cabale de Joseph KABILA ;
- d. Les Hema se sont élevés comme un seul homme et ont accusé Kinshasa de soutenir les Lendu pour les exterminer ;
- e. Le score de Jean Pierre BEMBA confirme le fait que le Mouvement de Révolution Congolais (MLC) n'était accepté en Ituri ;
- f. Quant à Pierre Pay Pay, il paie les péchés de ses frères Nande sous le label du RCD/KIS-ML vis-à-vis des peuples Hema. Donc, l'élection présidentielle en Ituri a été une correction et une récompense aux actions de chaque leader politique.

Néanmoins ces diverses tendances politiques et sociales présentées par la population de l'Ituri, selon les rumeurs qui circulent dans la Cité de Bunia, les autorités politiques, administratives, militaires et policières du District de l'Ituri pensent que les résultats des élections présidentielle et législatives risquent d'être un élément des menaces et d'insécurité. Le deuxième tour à l'élection présidentielle tend à présenter les tendances de l'est et l'Ouest. Une question se pose : *«Est-ce que ces tendances politiques et sociales ne pourront pas se répercuter sur les militaires représentant les différentes composantes au sein des FARDC ?»*.

C'est dans ce cadre que le Président de la Société Civile de l'Ituri a organisé une réunion de sécurité avec le Général des FARDC de l'Ituri, le Commandant de la Police Nationale Congolaise, le Commandant de la Police d'Intervention Rapide, le Président de l'Eglise du Christ au Congo, le Vice-Président de la Commission Vérité et Réconciliation de l'Ituri, les représentants des Confessions religieuses et les représentants d'autres institutions locales en date du 30 août dans la salle des

réunions de la Société Civile. Dans cette réunion, le Commandant des opérations des FARDC a présenté **les craintes ci-après par rapport au deuxième tour des élections présidentielle et législatives** :

- Les candidats perdants à la présidence et aux élections législatives risqueraient d'inciter la population à la violence ou désobéissance légale, soit les groupes armés à créer un désordre pour que le District de l'Ituri ne soit pas sous contrôle du Gouvernement de la 3<sup>e</sup> République en RDC et cela, pour éviter le deuxième tour en Ituri ;
- La division ethnique ou politique au sein des candidats ou la population ;
- Le refus d'intégrer les FARDC par les groupes armés pour créer l'insécurité ;
- La naissance d'une nouvelle alliance entre les groupes armés.

Les objectifs assignés seraient de créer l'insécurité en Ituri pour continuer d'exploiter les ressources naturelles et diviser la population qui tend vers la cohabitation pacification.

Quant au Commandant de la Police Nationale Congolaise, la population prend une forme d'un océan qui reçoit même les malfaiteurs de la société. Il arrive des cas où elle n'informe pas les autorités politiques, militaires et policières sur la présence des semeurs des troubles (miliciens) habitant dans les différents quartiers de la Cité. C'est pour cela, il est recommandé à toute la population de travailler en collaboration avec ces autorités pour une meilleure sécurité.

Le Commandant de la Police d'intervention Rapide a d'abord remercié la population de l'Ituri pour cette attitude responsable affichée lors de la proclamation des résultats des élections présidentielle et législatives. Sauf, il a présenté un regret dénonçant l'indice ou **rumeurs des nouveaux recrutements non dénoncés par la population** qui se fait au sein des jeunes démobilisés par les groupes armés.

**Selon le Chef de Collectivité Chefferie des Bahema Boga, Monsieur KISEMBO Bitamara**, la population de Boga a réagi positivement à la proclamation des résultats des élections présidentielle et législatives et se prépare en conséquence pour le second tour prévu en date du 29 octobre 2006.

Le Chef des travaux UVOR de l'Institut Supérieur Pédagogique de Bunia a fait un constat signifiant que la population de l'Ituri n'était pas suffisamment instruite sur les procédures des élections passées, c'est pour cela que la Société Civile et ses membres ont une obligation de sensibiliser et vulgariser la loi électorale et les techniques des élections de 2<sup>e</sup> tour en RDC, car la démagogie et la division règnent encore au sein des politiciens congolais.

#### **Recommandations adressées par le Général des FARDC à la Société Civile de l'Ituri ou à la population**

- L'implication des autorités politico- administratives sur les procédures légales pour éviter les considérations négatives des rumeurs ;
- Renouveler le code de bonnes conduites aux politiciens ou candidats au 2<sup>e</sup> tour pour éviter le dérapage ;
- La conscientisation de la population sur les risques encourus pendant les hostilités ;

- Le contrôle des sources de provenance de la population par les chefs des Avenues ou des Quartiers (les visiteurs ou les partants) pour connaître le travail de chacun ;
- Le Contrôle des frontières pour toutes les infiltrations des étrangers ou des malfaiteurs ;
- La vulgarisation de la loi électorale sur les élections présidentielle de 2<sup>e</sup> tour et provinciales ;
- Encourager le processus d'intégration et des négociations ;
- Organiser en mainte reprise les rencontres des évaluations de la sensibilisation de la population ;
- Encadrer la morale des candidats perdants pendant le 2<sup>e</sup> tour ;
- S'accepter mutuellement avec tout le mal (FARDC, PNC et la population) ;
- Faire les rapports en temps et bien circonscrits aux autorités militaires concernées ;
- Adopter les pratiques des causeries morales ;

#### **b) Les tracasseries militaires des FARDC et des Milices en Ituri**

Le District de l'Ituri a vécu une période de sécurité pendant laquelle la population se démène seulement pour sa survie moyennant les petites démarches commerciales sur la route Bunia-Komanda-Beni-Butembo ; l'axe Bunia-Kasenyi-Tchomia ; l'axe Bunia-Iga Barrière-Fataki-Mahagi ; l'axe Bunia-Fataki-Kpandroma-Mahagi-Ouganda ; l'axe Bunia-Iga Barrière-Bambu-Kobu-Kilo-Mungwalu ; l'axe Bunia-Bogoro-Gety. Il est à signaler que les axes ci-haut épinglés sont sous le contrôle des éléments des FARDC et ceux des forces de la MONUC. L'état des routes est peu favorable pour les véhicules camionnettes dans toutes les axes et surtout l'axe Bunia Mungwalu vient d'être réhabilitée jusqu'à Mungwalu par l'ONG «Agro-Action-Allemande ».

Malgré le bon état de la route, les cas des tracasseries militaires et des miliciens, des viols, des extorsions, des pillages continuent à être enregistrées de part et d'autre dans les différents Territoires constituant le District de l'Ituri.

Nous pouvons citer les cas ci-après :

##### **❖ En Territoire de Mahagi<sup>1</sup> :**

Selon les informations reçues de la part du président de la Société Civile de l'Ituri, dans les régions lacustres, certains Officiers des FARDC font les activités commerciales. Tels sont les commerces des poissons effectués dans la Collectivité de Mokambo, rançonnement de 3kgs de poissons par pêcheur. Dans la Collectivité des Alurs Djuganda, on a enregistré le cas des exploitations forestières. Le cas de Commandant Mumbere qui aurait extorqué une moto à Mahagi, puis appréhendé à Kpandroma mais libéré illégalement.

##### **❖ En Territoire de Djuju<sup>1</sup>**

Selon le rapport du président de la Société Civile de l'Ituri adressé au Commandant des FARDC, 4 filles ont été violées par 12 militaires des FARDC et jusque là non arrêtés dans la Cité de Kpandroma. On enregistre aussi la présence de plusieurs barrières

---

<sup>1</sup> Selon le rapport du Président de la Société Civile de l'Ituri

<sup>1</sup> Idem

routières érigées sur la route Bunia–Mungwalu par les différents services de l’Etat tels la direction générale des migrations (DGM), le service de sécurité (ANR), sauf, le Commandant des FARDC a reconnu avoir installé une barrière sur la rivière Shari (l’axe Bunia–Lipr) où chaque passant paie 100FC. Toutefois, le Commandant Peter Karim continue à taxer les marchés situés dans les entités sous son contrôle.

❖ **En Territoire d’Irumu :**

Contrairement aux mois passés, les différentes axes routières n’ont pas connu les cas des pillages grâce aux implantations des militaires des FARDC et des agents de la PNC dans les coins suspects, telles que les axes Bunia–Komanda–Erineti–Beni ; Bunia–Bogoro–Kagaba–Gety–Aveba–Bukiringi–BoGa ; Bunia–Bogoro–Kasenyi. Notons que quelques militaires de la 4<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> Brigades des FARDC aux actes des viols, des transports des biens, des pillages dans les localités de Kagaba, Gety, Tchekele, Songolo dans la Collectivité des Walendu Bindi. Au mois d’août, de la localité de Songolo, plus ou moins trois femmes ont été violées par les militaires de la 4<sup>e</sup> Brigade basée sur la montagne de Pinga et ramenées aux soins chez les médecins sans frontières de Bunia et les tracasseries des destructions méchantes des champs, des transports des biens de Pinga ou Olongba continuent vers Rwapara ou Kombokabo.

En date du samedi 25 août, une femme mariée a été violée par un milicien dissident au groupe de Colonel Cobra (FRPI) dans la localité d’Isura (plus ou moins 1km à l’Est du site des déplacés de Gety) et transférée à l’hôpital de MSF Gety. Le même matin, vers 7 heures trente minutes, trois miliciens se sont présentés dans le camp des déplacés de Gety mais n’ayant pas été appréhendé par les agents de l’ordre. Soulignons que les événements se sont déroulés en présence de quelques populations installées dans le site. Grâce à l’effort fourni par le Commandant chargé des renseignements de la compagnie et celui d’un démobilisé que deux d’entre eux ont appréhendé, transférés à Bunia et croupissent actuellement dans le cachot de l’auditorat militaire de Bunia.

Enfin, dans la nuit du lundi 29 août 2006, les agents de l’ONG «MSF» basés au site des déplacés de Gety ont été pillés par les éléments armés non identifiés. Les assaillants ont réussi à ravir une somme d’argent en monnaie (dollars américains), les matériels de communication et autres biens. Il est vrai que la dite entité est contrôlée par les éléments des FARDC d’un coté et par les miliciens dissidents au groupe de Colonel COBRA dirigé par le Commandant Zakayo de l’autre (plus ou moins 10km au Sud–Est). Les agents de MSF dont il est question ont arrêté leurs activités momentanément dans le site de Gety.<sup>1</sup>

Le site des déplacés de Gety regroupe plus de 45.000 personnes qui vivent dans des conditions déplorable. Au début du mois d’août, il s’est déclaré une épidémie de choléra avec quelques cas mortels. On y trouve aussi les victimes de paludisme, de diarrhée ou encore de maladies respiratoires et sexuellement transmissibles. Cela oblige en ce que plus de 240 personnes sont consultées par jour. Il est regrettable que le site des déplacés de Gety perd les soins de l’ONG «MSF», car elle a été un salut pour cette population meurtrie par la guerre dans la région de Tseyi, alors qu’on y enregistrait par jour plus de cinq à dix cas de morts des enfants.<sup>2</sup> Dossier à suivre.

---

<sup>1</sup> Information chez un déplacé du site de Gety

<sup>2</sup> Point de Presse de la Radio Okapi du mercredi 09 Aout 2006.

En général, la Communauté internationale et le Gouvernement devront mettre toutes les batteries en marche pour sécuriser la population civile et ses biens sur toute l'étendue du territoire du District de l'Ituri lors des opérations des élections présidentielle et provinciales de deuxième tour. Mettre application les accords signés avec les groupes armés de l'Ituri.

## **INDICATEURS DE PAIX**

### **Le Processus des négociations**

Comme souligné plus haut, le mois de juillet a été marqué par plusieurs accords de cessez-le-feu signés par le Gouvernement de Transition de la RDC et les groupes armés sous contrôle des Commandants Peter KARIM alias Udhaga et Mathieu NGUDJOLO en Territoire de Djugu et le Colonel COBRA MATATA en Territoire d'Irumu. Il tient de noter les procédures des négociations avec ces groupes armés ont démarré séparément.

Dans le cadre du Commandant Peter Karim, le processus de négociation a débuté à l'occasion de la démarche de la libération de sept casques bleus «népalais» de la Monuc pris en otages par ses éléments en date du 28 mai 2006. Il a été admis que le Commandant Peter Karim et ses éléments soient intégrés dans les FARDC sans conditions et brassés en Ituri avec un décret présidentiel octroyant l'amnistie pour les faits de guerre commis par les cadres politico-militaires des groupes armés. Il a fallu commencer construire le site des brassages dans la localité de Kpandroma pour ses éléments. Toutefois, selon le Commandant Peter Karim, leurs intégrations doivent être effectives après sa décoration au grade de Colonel des FARDC décrété par le Président de la République. Malheureusement, jusqu'à ce jour ledit décret n'est pas encore établi par le Chef de l'Etat.

Concernant le Commandant Mathieu NGUDJOLO, il est à informer que l'accord de cessez-le-feu a été signé en date du 26 juin 2006 à Kambutso, localité de Zumbe, Groupement de Bedu-Ezekere en Territoire de Djugu. Les deux parties avaient accepté de mettre fin aux hostilités et de faciliter la libre circulation des personnes déplacées et les biens. De cette cérémonie trop significative, un délai légal d'un mois a été donné au Commandant NGUDJOLO et ses cadres politiques et militaires dont Messieurs LOBHO PISI et MASHI pour sensibiliser et regrouper leurs éléments pour les rapatrier au camp de Rwapara pour le brassage. Selon les informations reçues du Général des FARDC, le délai des sensibilisations a pris fin en date du 30 Août 2006 alors rien n'a été exécuté jusque là. Cela permettra à ceux-ci de regagner chacun son camp pour les nouvelles démarches des négociations. Mais, à la même date du 30 août a été tenue une rencontre entre les représentants des FARDC et le Commandant NGUDJOLO dans la localité de KATONI, à laquelle aucune résolution n'est signifiée jusqu'aujourd'hui.

En Territoire d'Irumu, un processus des négociations a démarré entre les représentants du Gouvernement de la RDC et les groupes armés de Colonel COBRA dans la localité de Tseyi en date du 26 juillet 2006. Il a été matérialisé grâce aux efforts de la MONUC par le biais des Forces Sud-Africaines basées dans la localité de Kagaba en Collectivité des Walendu Bindi et quelques Notables Lendu-Bindi volontaires. De cette assise entre les Notables Lendu-Bindi, deux documents ont été

produits notamment le texte demandant «cessez-le-feu» et «la réussite des opérations de vote dans cette entité administrative» et le deuxième document a présenté «les éléments constituant la problématique des résistances de la FRPI, les recommandations et les mécanismes d'intégration sans conditions».

Nonobstant ces évolutions positives, deux séances prévues à Kamatsi-Kidogo (plus ou moins 7km à l'est de Tseyi, sur l'axe d'Aveba) avec les représentants du Gouvernement de la RDC, de la Monuc et ceux des Notables Lendu-Bindi ont échoué faute de se mettre d'accord sur le lieu de rencontre, car, pour la Communauté internationale et les représentants du Gouvernement, il fallait que ces rencontres aient lieu dans la localité de Kamatsi-Kidogo et pour les cadres de la FRPI, le village «Tabaya» était favorable pour ces rencontres trop significatives. Notons que «Tabaya» est un village situé d'un kilomètre de l'Etat Major Général de la FRPI à Tseyi. Consulté par le moyen téléphonique, un cadre politique de la FRPI basé à Tseyi a informé que la FRPI pouvait évoluer avec ce processus de négociation dès que le Président élu sera proclamé pour éviter un travail inutile.

En plus, ce qui a facilité l'échec de ces rencontres peut être justifié par le retour de Monsieur MUHITO AKOBI (Président de la FRPI) dans son camp initial de «Quartier Général à Tsey» en date du 30 juillet 2006. Il est à signaler que le Président Muhito et sa famille se sont rendus volontairement dans le site de la CONADER d'Aveba d'où ils ont été transférés à Bunia et gardés dans le camp des contingents Marocains. Selon les informations reçues de la part du Chef des affaires politiques de la Monuc Bunia, ce dernier a été mis dans ce camp dans le but de la protection et la sécurité contre les éléments des FARDC qui avaient du mal de voir circuler dans la Cité un Chef des miliciens qui leur font du mal. Sauf, il avait l'avantage d'être visité par ses amis ou frères, soit de sortir pour leur rendre visite dans les quartiers. Ils sont sortis du camp en signifiant qu'ils se rendaient au vote à Kagaba. Un analyste s'est posé une question suivante : « pourquoi aller au vote avec tous les enfants alors qu'ils étaient nourris par les contingents marocains ? Et pour quelle durée ? ». Affaire à suivre.

Aujourd'hui, chaque force contrôle sa position initiale, c'est-à-dire les FARDC sont positionnées sur le Mont AWI (plus ou moins 5km à l'ouest d'Aveba) et la FRPI garde sa position de Kamatsi-Kidogo (plus ou moins 10 km à l'Est de Tseyi).

En général, le processus de négociation avec les groupes armés évolue en dent de scie à cause des complexités dues aux influences politiques nationales et internationales et aux craintes d'arrestations. Donc, la naissance d'une nouvelle république serait un salut ou un malheur pour les peuples de l'Ituri. Le Gouvernement de la RDC doit s'investir dans le processus de négociation brutalement interrompu après les élections du premier tour.

### **Le Processus des Dépôts des Armes dans le site de la CONADER**

Depuis le mois de juin, la Monuc en collaboration avec la CONADER a ouvert 14 sites des dépôts des armes et munitions dans les Territoires d'Aru, Mahagi, Djugu et Irumu, accompagnés d'un site des désarmements à Bunia dans le camp des contingents Marocains. Plusieurs armes et munitions ont été récupérées par cette opération. Comme le programme de la CONADER demande une volonté individuelle de milicien, le constat fait en est que presque tous les miliciens optent toujours d'être réinsérés dans la vie civile. Selon le programme du Gouvernement de la RDC et les

baillleurs des fonds, il fallait fermer les dits sites en date du 30 juillet, mais il s'est avéré qu'il y ait une prolongation jusqu'à la date du 30 août 2006.

Consulté pour un éclaircissement, le Coordonnateur de la CONADER (le Colonel DUKU) a signifié que la fermeture du site de Bunia était prévue le 30 août 2006 et ne continuait qu'entraînant d'attendre de nouvelles instructions de la direction nationale de la CONADER. Mais, on constate en outre que quelques éléments du Colonel COBRA (FRPI) ont trouvé le courage de passer par le site de la CONADER. Quel pourrait être leur sort si le site serait définitivement fermé ?

Donc, selon le Colonel Duku, jusqu'à la date du 29 août 2006, plus de 5.500 miliciens confondus auraient déposé plus de 2.500 armes et munitions. Toutefois, dans les trois dernières semaines du mois d'août, la CONADER n'a pas récupéré les munitions, car, ayant constaté que ces opérations des munitions constituent pour l'heure une activité à but lucratif pour les uns<sup>3</sup>, outre, lorsqu'il y a des munitions, on suppose que les armes ne pouvaient pas manquer.

### **ASSISTANCE HUMANITAIRE**

Au début du mois de juillet, plus de 5.000 familles se sont déplacées de plusieurs localités des Walendu Bindi et cantonnées dans les sites de Gety, Kagaba, Songolo, Aveba et Komanda. Malgré les conditions d'insécurité constatées dans certains coins, les ONG «Medair, Solidarités, Oxfam, MSF, CESVI, AAA, Première urgence,...» continuent à les assister par des médicaments, les non-vivres et les vivres tels que les bâches, les ustensiles des cuisines, les toilettes, les assiettes, les farines des maïs, de l'huile, de l'eau.

En date du 17 août 2006, les agents de la solidarité accompagné d'un agent de l'AIP se sont rendus dans les localités de MEDU (plus ou moins 35 km au sud de Bunia) et à Songolo (plus ou moins 35 km au Sud de Bunia) pour évaluer l'état des lieux de la situation de la population et la sécurité pour apprécier dans quel cadre que cette population pourrait bénéficier des assistances humanitaires.

Donc, toutes les Organisations ci-haut citées s'occupent des déplacés chacune selon sa compétence matérielle et humaine.

### **Les Diverses Manifestations**

1. En date du 12 juillet 2006, la Police Nationale Congolaise a organisé une manifestation de prise d'armes et matériels par les nouveaux éléments ayant reçu leur formation et instruction sur place à Bunia. Les dites cérémonies se sont déroulées à la tribune de Bunia en présence de l'Inspecteur Provincial de la PNC, l'Inspecteur du District de la PNC, le Directeur de la MONUC, le Commandant de la Police Civile de la MONUC, Madame le Commissaire de District de l'Ituri, le représentant de Commandant des opérations des FARDC de l'Ituri, le Chef de la Cité de Bunia et d'autres participants. Plus ou moins 200 policiers ont été présentés devant le public, bien vêtus dans les nouvelles uniformes de la police et cela dans l'objectif de renforcer la capacité de la

---

<sup>3</sup> Selon le Colonel Duku, certains militaires des FARDC commençaient à vendre les munitions chez les miliciens ; d'où, carence des munitions au sein des FARDC

sécurité dans les 12 quartiers de Bunia et à l'intérieur de l'Ituri. Actuellement, la présence des policiers s'annonce dans tous les coins de Bunia.

2. En dates du 22 au 23 août 2006, l'ONGD «l'ASSOCITURI» a organisé un atelier avec l'appui de l'Union Européenne sur le thème «*de l'amélioration de la Fourniture du Courant Electrique en Ituri*» dans l'Eglise de l'Institut Supérieur Théologique de Bunia (ISTB). Plusieurs représentants des institutions publiques et privées y ont été invités notamment les représentants des associations membres de la Société Civile de l'Ituri, les Anciens parlementaires de l'Assemblée Spéciale de l'Ituri, les représentants des organismes internationaux et ONG, les autorités civiles, cinq représentants de l'Office d'or de Kilomoto (Okimo : propriétaire du courant électrique de Bunia) et un représentant de l'Union Européenne. Les questions ci-après ont été débattues dans les carrefours :
  - La problématique de production de l'énergie et l'opportunité de financement ;
  - La problématique de distribution de l'électricité : aspects techniques et opportunité de maintenance de la distribution ;
  - La problématique de gestion de la distribution et analyse de la clientèle (consommateurs) ; quelles opportunités de participation, de gestion transparente ?
  - La problématique de maintenance des infrastructures et questions de vols ; quelles opportunités de pérennisation ?
3. Enfin, en date du mardi 29 août 2006, une cérémonie de remise officielle du Décret Présidentiel à quatre institutions supérieures privées de l'Ituri a été organisée dans la salle des conférence de la CECA-20 Francophone de la Ville par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire en présence du Commissaire de District en charge de l'Administration de l'Ituri. Plusieurs personnalités et représentants des institutions supérieures publiques et privées y ont été invités. Il s'agit du Décret Présidentiel N° 06/0106 du 12/06/2006 portant agrément définitif des Institutions Supérieures Privées de l'Enseignement Supérieur et Universitaire de l'Ituri dont l'Institut Supérieur Théologique de Bunia (ISTB), Institut Supérieur Théologique Anglicane de Bunia (ISTA), Institut Supérieur Technique Médical de Nyankunde (ISTM) et enfin, Institut Supérieur Panafricaine de Santé Communautaire (ISPASC).

Notons que ces institutions supérieures privées appartiennent toutes aux confessions religieuses. Donc, ces institutions devront bénéficier de la personnalité juridique et devront les mêmes avantages que les institutions publiques de l'Etat. Elles ont la qualité des Etablissements d'Utilité Publique de l'Etat. Leurs diplômes seront homologués par le Ministre de l'Enseignement Supérieur et Universitaire, sauf, devront être soumises aux contrôles techniques, financiers, académiques et de fonctionnement de l'Etat.

En général, la situation sécuritaire de l'Ituri et surtout celle de la localité de Tseyi semble être calme et aucun affrontement n'a été enregistré le mois dernier opposant les éléments des FARDC à ceux de la FRPI de Colonel COBRA. Pour concrétiser le processus de négociation en Ituri, le Gouvernement de la RDC doit établir le Décret Présidentiel pouvant nommer les Officiers des groupes armés des Commandants Peter KARIM, NGUDJOLO et cela, pour encourager les hommes de

Colonel COBRA d'évoluer avec le processus jusqu'au brassage et intégration des troupes aux FARDC à la 3<sup>e</sup> République. Les influences politiques nationales et internationales doivent cesser pour une bonne sécurité de l'Ituri. La population de l'Ituri doit s'investir dans la dénonciation des malfaiteurs et de nouveaux recrutements des démobilisés. Seules les élections présidentielle et provinciales du 29 octobre 2006 doivent sauver les peuples congolais de la pratique de la guerre.

#### **LISTE DES ACRONYMES**

<b>FARDC</b>	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
<b>FNI</b>	Front Nationaliste et Intégrationniste
<b>FRPI</b>	Force de Résistance Patriotique en Ituri
<b>MONUC</b>	Mission des Nations unies au Congo
<b>NALU</b>	Armée Nationale de Libération de l'Ouganda
<b>PUSIC</b>	Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'Intégrité du Congo
<b>UPC/L</b>	Union des Patriotes congolais/Thomas Lubanga